

L'ÉCO

de la semaine

28 août au 03 septembre 2021

Energie renouvelable – Le projet Volobe à la relance	3
Gestion des ressources naturelles : Les contrats de six COBA renouvelés	4
Tsimanaoraty Paubert Mahatante - « Le secteur halieutique comme levier de développement »	4
Foire économique et commerciale : Evénement inclusif pour redynamiser l'économie, selon Harilala Ramanantsoa	5
Conjoncture – Un taux d'inflation réaliste	5
Période de vacances - Morondava en pleine opération de séduction	6
Vaccins : BioNTech disposé à approvisionner l'Afrique	6
Hary Andriantefihasy - La « Rencontre des entreprises francophones, un franc succès »	7
Relance du tourisme à Madagascar - Mise en conformité de 6 000 travailleurs	8
Trésor public : Rencontre entre la ministre Rabarinirinarison, les anciens DG et le SMMV.	8
Relance – Madagascar attend 234,2 millions de DTS du FMI	9
Jirama Toamasina : Réhabilitation de deux réseaux de distribution	9
Consommation - Le kilo du riz importé fixé à 2 000 ariary au maximum	10
Ouverture des frontières – Les opérateurs touristiques s'apprêtent au mieux	10
Vanille : Ouverture de la campagne d'exportation le 15 septembre	11
Outilothèque i-tafa : Un centre de prêt de matériels et d'outils pour les jeunes	11
Foire économique et commerciale des 23 régions : vers une participation massive des opérateurs économiques	12
Ressources halieutiques – Un Accord de pêche à sceller avec l'UE	12
Secteur télécoms - Réduction des coûts dans le viseur du MNDPT	13
Préparation de la Loi de Finances 2022 : Implication des gouverneurs	13
Protocoles sanitaires : 117 opérateurs touristiques formés	14
PADEVE : Matériels roulants et informatiques pour Antsirabe	14
Élevage – Des Vétérinaires se forment sur les procédés de prélèvement	14
Sophie Ratsiraka - « L'artisanat et les métiers, deux armes redoutables contre le chômage »	15
Élevage – Des Vétérinaires se forment sur les procédés de prélèvement	15

Energie renouvelable – Le projet Volobe à la relance

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 28 AOUT 2021

De nouvelles donnes sont aujourd'hui constatées autour de la réalisation du projet Volobe, une centrale hydroélectrique d'envergure dans la région Atsinanana. Des évolutions sont attendues.

Où en est la construction de la centrale hydroélectrique de Volobe? Cette question se pose sans cesse depuis que ce projet a pris forme. Le contexte dans lequel évoluent les principaux acteurs, parfois protagonistes, continue aussi de changer presque au jour le jour. Quelques constats s'imposent aujourd'hui. Les impacts négatifs de l'insuffisance de l'approvisionnement en électricité, pénalisant l'économie et le social sur tout le territoire national, continuent. La nomination d'un nouveau ministre de l'Énergie et des hydrocarbures, Andry Ramaroson, ancien directeur général de l'énergie est un pas.

Madagascar participe à la REF avec la présence d'une équipe du ministère de l'Énergie dirigé par Andry Ramaroson qui a eu de nombreux contacts à très haut niveau. Le processus vers la transition énergétique fait partie des sujets évoqués pendant la REF. Le souhait de la population locale et des parties prenantes régionales relatif à la concrétisation du projet d'aménagement hydroélectrique de Volobe gagne en intensité. Des opportunités s'offrent. Alors que se passe-t-il?

L'État Malagasy a confirmé à la Compagnie générale de l'hydroélectricité de Volobe, CGHV, en juin 2021 sa volonté de conclure un accord gagnant gagnant dans les meilleurs délais. Andry Ramaroson, le nouveau ministre de l'Énergie et des hydrocarbures, a souligné dans nos colonnes, au cours d'une interview exclusive, que son département va se focaliser sur les trois axes prioritaires pour relever le défi : augmentation de la capacité en énergie, concrétisation de la transition énergétique à travers le recours aux énergies renouvelables et réduction du prix de l'électricité.

Impacts multisectoriels

« La mise en service opérationnelle de la centrale de Volobe initialement prévue en 2023 est maintenant décalée en 2025 du fait du retard pris dans la signature du Contrat de Concession et du Contrat d'achat d'électricité. Nous souhaitons comme toute la population que la visite du président de la République à Paris va apporter une grande avancée vers un aboutissement concret du projet qui permettra d'atteindre l'objectif de l'État définis dans les trois axes prioritaires cités par le ministre » a souligné Rémy Huber, Directeur général de CGHV.

Les faits suivants ont été soulevés à plusieurs reprises par ses promoteurs



pour mettre en évidence la nécessité de parachever Volobe. « Avec seulement un taux d'accès en électricité de 15% des ménages et du secteur productif, en plus d'un coût de production du kilowatt/heure supérieur à 20 centimes d'euro, l'accès adéquat à une source efficiente d'énergie est loin d'être promoteur, pénalisant fortement les activités économiques locales et nationales et décourageant les investisseurs potentiels. Projet prioritaire du gouvernement dans le cadre de la réalisation de l'IEM, l'aménagement hydroélectrique de Volobe permettra l'accès à une électricité compétitive, fiable et en quantité à près de deux millions de Malgaches. Volobe en amont est un projet d'envergure pour la transition du pays vers une énergie renouvelable et modulable. Il soutiendra et deviendra le moteur de la croissance économique de l'île et en premier lieu le premier port de Madagascar, Toamasina. La construction d'un aménagement hydroélectrique comme Volobe permettra une exploitation bien au-delà de la durée de concession aujourd'hui discutée (35 ans) en continuant de produire de l'électricité pendant plusieurs générations ».

En guise de comparaison, la petite centrale de Volobe 1 (6 MW), exploitée par JIRAMA, fêtera cette année ses 90 ans. Insuffisante pour couvrir les besoins en nette croissance. Or, l'aménagement hydroélectrique de Volobe permettra de désenclaver près de quarante mille personnes des quatre communes environnantes grâce à la réalisation d'un pont sur l'Ivondro et en rénovant les pistes existantes pour permettre

la circulation. C'est une infrastructure économique ayant des impacts positifs multisectoriels (la santé, l'éducation, création d'emplois, épanouissement de la femme, etc.) Partenaire de choix pour un développement inclusif de proximité. À part les actions sociales déjà réalisées dans un partenariat fort et concret avec les parties prenantes locales et régionales, CGHV continue à apporter sa part dans l'optique d'un développement intégré en harmonisant conservation de l'environnement et utilisation de l'énergie renouvelable. Cette contribution se traduit par des actions palpables dans la commune rurale d'Ambodilazana, en présence des autorités locales dirigées par Jonah Roilahy, député de Madagascar élu à Tamatave II et les communautés locales. 48 lampadaires ont été distribués auprès des 16 VOI (Vondron'olona ifotony) et cinq associations des femmes dans les trois communes (Ambodilazana, I fito et Satrandroy), un financement du SGP-Pnud en collaboration avec la fédération Tafomiaavo Atsinanana.

Le même jour, 1 000 jeunes plants ont été mis en terre sur un terrain de la commune pour répondre aux futurs besoins de la communauté en bois d'énergie. Force est de souligner que sur les 50 ha de terrain dédié au site de reboisement des communes, 20 ha sont déjà couverts de plantation, témoignant d'un engagement fort de la communauté locale et ses parties prenantes au service de la préservation de l'environnement et de développement durable. Deux actions qui confirment les bonnes intentions du CGHV.

Gestion des ressources naturelles : Les contrats de six COBA renouvelés

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 28 AOUT 2021

Ambatovy collabore étroitement avec les communautés de base (COBA) dans le cadre de la protection et la conservation de l'environnement autour de son site minier à Moramanga. Ainsi, des COBA vont bientôt renouveler leurs contrats de transfert de gestion de ressources naturelles : les COBA, Miaro ny Tontolo Iainana (MTI), Ezaka sy Fandrosoana (EF), Telomira, FITAMA et Ambohimananarivo Ala Maintso (AAM) pour une durée de dix ans et la COBA Velonaina de Morarano Gara pour trois ans. Ces communautés de base appuyées par Ambatovy sur divers plans vont obtenir ce renouvellement de contrat suite aux évaluations concluantes menées par la Circonscription de l'Environnement et du Développement Durable (CIREDD) Moramanga sur leurs activités, entre les mois de février et juin 2021. Ambatovy appuie la mise en place du contrat de



Des membres d'une COBA appuyée par Ambatovy.

transfert de gestion aux COBA tout en assurant leur encadrement technique dans la réalisation de la gestion proprement dite de ces ressources naturelles. En outre, le projet minier

les soutient également dans le développement de leurs activités génératrices de revenus, et ce, afin de réduire leur dépendance aux ressources forestières.

Tsimanaoraty Paubert Mahatante - « Le secteur halieutique comme levier de développement »

HARY RAKOTO | LA VERITE | 28 AOUT 2021

Trouver le juste équilibre entre pêche économique et pêche responsable. C'est de cette manière que Tsimanaoraty Paubert Mahatante, ministre de la Pêche et de l'Economie bleue, entend emmener sa politique en ce qui concerne ce secteur. En effet, la pêche représente un grand potentiel pour un certain nombre de pays en voie de développement, à l'instar de la Grande île. Le poisson est devenu le produit alimentaire le plus échangé au monde, avec une demande qui continue à croître fortement. Certains pays en développement ont même un avantage comparatif en raison d'un faible coût de la main d'œuvre et des eaux riches en plusieurs variétés très prisées de poisson. Source de revenu pour près de 1,5 million de Malagasy, le secteur de la pêche pesait près de 7 % du PIB national et représentait 6,6 % des exportations il y a quelques années encore. Il joue un rôle primordial dans l'économie avec une production annuelle de 750 millions de dollars, soit 7 % du PIB national et une contribution de 6,6 % aux exportations de la Grande île. Ce secteur est aussi important pour la santé nutritionnelle et la sécurité alimentaire car il contribue à environ 20 % de la consommation de protéines animales.

Cependant, la gestion des ressources naturelles est particulièrement importante pour la pêche dans la mesure où l'absence de droits de propriété crée une tendance à la surexploitation. « C'est ainsi que notre ministère poursuit



sa vision de valorisation de l'économie bleue tout en préservant l'écosystème marin et encourageant l'exploitation durable des ressources naturelles » argue le ministre de tutelle.

Coexistence

La surpêche est une menace grave pour l'industrie mondiale de la pêche. Prévenir cette pratique en limitant l'accès aux ressources est difficile en toute circonstance et pose des défis particuliers dans la mesure où le pays a tout de même des capacités et des fonds administratifs limités pour assurer la surveillance et la prévention de la surpêche. D'où la promotion du concept de l'économie bleue afin de garantir la productivité et la compétitivité d'une part et préserver les stocks de poissons de l'autre. De plus, avec la diversification des exportations, la création d'emplois et l'augmentation des recettes en devises, la pêche est également une

source importante de revenus pour l'Etat. Le secteur de la pêche dans la Grande île est caractérisé par la coexistence de la pêche industrielle et artisanale. La distinction entre les opérations formelles et informelles prend la forme de pêche industrielle et artisanale. Quant au secteur informel, généralement la pêche artisanale est une activité de survie. C'est une source majeure d'emplois et de revenus mais le secteur est handicapé par des infrastructures obsolètes. « Raison pour laquelle une réforme de ce secteur s'impose à travers la mise en activité d'au moins un port de pêche ayant une jetée avec des brise-lames dans chaque région côtière de Madagascar. Chaque port de pêche aura une capacité d'accueil allant jusqu'à cinquante bateaux », explique le nouveau ministre de la Pêche.

Foire économique et commerciale : Événement inclusif pour redynamiser l'économie, selon Harilala Ramanantsoa

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 30 AOUT 2021

La promotion des activités sur le marché local est nécessaire pour favoriser la grande relance économique, selon le groupe Madavision. Dans cette optique, il organise la Foire économique et commerciale, du 28 au 31 octobre. Interview avec Harilala Ramanantsoa.

Midi Madagasikara (MM). Quelle motivation a poussé l'organisation de cette foire économique et commerciale dans un contexte d'incertitude ?

Harilala Ramanantsoa (HR). En effet, la majorité des entreprises, quelles que soient leurs tailles, n'ont pas assez de visibilité sur l'avenir global de l'économie du pays et de leurs activités respectives. Beaucoup d'entre elles sont sur le point de fermer boutique face à l'engouffrement financier auquel elles font face. De ce fait, nous proposons une alternative pour redynamiser les activités des entreprises et pour surmonter cette morosité généralisée. Notre métier étant la communication et l'organisation commerciale, nous apporterons des pistes de solution simples, efficaces et inclusives au niveau national pour tous les secteurs d'activités et pour tous les types d'entreprises, dans les 23 régions. La Foire économique et commerciale est une initiative privée, mais nous nous appuyons fortement sur le partenariat avec le secteur public, qui est la partie prenante pour la mise en œuvre de la relance économique du pays.

Qui seront les participants et les visiteurs cibles ?

Cette manifestation économique et commerciale cible les très petites, les petites et moyennes entreprises, les grandes entreprises ainsi que les artisans. Il s'agit d'une plateforme d'échange nationale inclusive en faveur du marché local.

Cette foire est un événement semi-professionnel où les opérateurs économiques pourront se connecter pour faire des affaires (nouveaux clients, fournisseurs, partenaires d'affaires) ; pour se faire connaître au niveau



national afin de renforcer leur réseau d'affaire à moindre coût (nouveaux distributeurs, etc.), leur image et leur notoriété (position sur le marché et dans leur secteur, etc.) ; et également pour partager les opportunités d'affaires avec les opérateurs économiques dans les 23 régions.

Pourquoi plusieurs événements en simultanément au lieu d'un grand rendez-vous national ?

Nous avons opté pour des événements en simultanément dans les 23 régions, toujours pour favoriser une forte synergie et faire bénéficier à tous les opérateurs économiques les mêmes opportunités d'affaires. Nous devons tous reconnaître que les opérateurs économiques des 23 régions sont les piliers du développement économique de Madagascar.

Y aura-t-il une visibilité en ligne ou une plateforme de réseautage ?

Oui, les événements dans les régions seront diffusés en ligne. Des interactions entre les régions sont au programme de l'événement. Mais ce n'est pas tout. Après la foire, les informations seront disponibles dans l'annuaire « Toloitra sy Tinady », et seront donc accessibles depuis les 23 régions. Une

plateforme digitale pour la connexion des opérations économiques des 23 régions sera également mise en place.

Quelles solutions cet événement pourrait apporter aux opérateurs économiques participants ? Quels sont les objectifs ?

Comme je l'ai annoncé, la Foire économique et commerciale est organisée dans l'optique de favoriser le marché local. Cet événement permettra de redynamiser les activités des opérateurs économiques dans les 23 régions, toutes catégories ; de partager les opportunités d'affaires dans les 23 régions, offrant ainsi une égalité de chance.

Parmi les objectifs, nous voulons créer une plateforme d'échange inclusive et nationale pour toutes les catégories d'opérateurs économiques afin qu'ils puissent se faire connaître, établir une connexion entre les opérateurs économiques des 23 régions pour favoriser les échanges commerciaux au niveau national et mettre à la disposition des opérateurs les opportunités d'affaires leur permettant de redynamiser leurs activités.

Comme l'événement est organisé dans une optique inclusive, la participation est possible selon la capacité financière de l'opérateur économique. Ainsi, cette foire concerne les entreprises de tous secteurs confondus, de toutes les catégories qu'elles soient des TPE, PME ou grandes entreprises ; et de l'ensemble des 23 régions. Nous pouvons dire que la participation sera simple mais les résultats efficaces. Les informations seront également facilement accessibles. L'idée est de valoriser chaque opérateur économique qui participe à la foire.

Conjoncture – Un taux d'inflation réaliste

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 30 AOUT 2021

Des chiffres pouvant être sujets à caution. Mais au moins ils existent. Selon l'Instat « au mois de juin, les prix ont été généralement maîtrisés. Quoique, des sentiments d'une inflation galopante se sont faits entendre au sein de l'opinion publique. En effet, les forts ressentiments ont été observés sur quelques produits, comme le riz et les médicaments et parfois dans certaines localités seulement » souligne l'Instat. Qui précise « qu'à la période

considérée, le taux d'inflation global a été de 6,1% ».

Ce qui entre dans la fourchette des prévisions de la loi de finances rectificative qui entend comprimer l'envolée inflationniste en-dessous des 7%, en glissement annuel. Le Comité monétaire de La Banque centrale, à cause des incertitudes sur l'évolution de la pandémie du coronavirus, a déjà majoré les corridors des taux d'intérêts, le 7 août. Ainsi le taux de facilité de

dépôt passe de 1,76%, auparavant entre 0,90%, à 2,80%. Celui de la facilité marginale a été fixé à 7,20% contre 6,16 lors de la dernière retouche au mois de mai, contre 5,30 antérieurement. Le coefficient de la réserve obligatoire a été maintenu à 11% et celui du dépôt en devises inchangé à 24%. Des outils financiers dont l'efficacité comme thérapie à l'inflation reste à prouver.

Période de vacances - Morondava en pleine opération de séduction

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 30 AOUT 2021

Dimanche. 9h30. La mer est d'un bleu-vert, en parfaite harmonie avec le bleu du ciel, ornée d'une plage de sable blanc. Ce paysage, Nantenaina, en profite pour la première fois. Cette jeune artiste est venue passer quelques jours de détente à Morondava avec ses amies. En empruntant le pont en bois menant vers la célèbre plage de Kimony, elle et ses copines sont aux anges. « J'ai tellement entendu parler de la beauté de cette plage que j'ai fini par organiser un roadtrip avec mes copines. Nous sommes trop contentes d'y être enfin et de découvrir ce bel endroit. Nous comptons bien en profiter au maximum. Jusque-là, je ne suis pas du tout déçue par rapport à tout ce que j'ai vu depuis mon arrivée, samedi dernier », se réjouit-elle. Au fil où les heures passent, Nantenaina et ses amies sont rejointes par d'autres vacanciers. Les dizaines de personnes initialement venues pour profiter de la mer sont devenues des centaines. Et vers midi, la plage de Kimony est devenue particulièrement animée par les va-et-vient des baigneurs mais aussi des petits vendeurs de nourriture.

Et la plage n'est pas le seul endroit à se remplir dans la ville de Morondava. Tous les établissements hôteliers de la ville affichent également, pour la grande majorité, complets. « Nous avons effectué une petite descente au cours des derniers jours. Et nous avons pu constater que les 28 établissements répertoriés sont remplis à 95 % à l'heure actuelle. Une situation que nous, mais surtout les opérateurs, avons attendue depuis longtemps, surtout après la crise sanitaire liée à la Covid-19. La stratégie de promotion de la destination a donc porté ses fruits, au vu de ces résultats très positifs », détaille Natacha Rejela, directrice régionale du tourisme dans le Menabe. Les touristes étrangers ont toujours constitué la majeure partie des clients de la destination Morondava. Mais avec la fermeture des frontières, il a



fallu trouver d'autres clients. Le secteur public s'est ainsi associé au privé pour élaborer de nouvelles stratégies avec une gamme de produits plus élargie mais surtout plus accessible. « Nous ne pouvons pas attendre indéfiniment les touristes étrangers pour relancer nos activités touristiques. Les Malagasy ont également une envie de découvrir le pays, alors pourquoi ne pas suivre cette tendance pour élaborer des produits adaptés à tout le monde », rajoute la responsable.

Quand festival rime avec « packages »

Dans cet esprit de nouvelles stratégies, le ministère du Tourisme avec des entreprises citoyennes engagées pour la relance économique comme Ambatovy ou encore MCB Madagascar, ont décidé de soutenir la 6ème édition du Festival « Rifatse ». Cet événement à la fois culturel et touristique qui s'est tenu du 27 au 29 août dernier à Morondava, avait comme objectif de mettre en avant tous les atouts de la Région de Menabe, de la Réserve de Kirindy à l'Allée des Baobabs, en passant par le village des pêcheurs de Betania.

« Le tourisme fait partie intégrante des principaux secteurs d'activité générateurs de revenus pour la Région de Menabe, d'où tout l'intérêt de ce festival. Nous devons travailler ensemble pour permettre à notre pays mais aussi notre Région de relancer

l'économie », a exprimé le député Tsiliva lors de la cérémonie officielle d'ouverture du Festival « Rifatse », vendredi dernier.

Tous les acteurs économiques de la ville de Morondava se sont ainsi donnés la main pour élaborer des offres attrayantes pour cet événement, ce qu'ils aiment appeler « packages ». Ces « packages » se composent notamment du transport, par voie terrestre ou aérienne, de l'hébergement mais aussi de la restauration et de diverses activités faisables. Le tarif pour les cinq jours a varié de 270 000 à 1 230 000 ariary par personne. Cette différence de prix s'explique par le choix de l'hôtel.

« En tout cas, ce tarif est régressif selon le nombre de personnes. Plus le nombre de clients par groupe est élevé, plus le tarif par personne diminue. Pour la catégorie « Standard » par exemple, le prix est passé de 270 000 ariary pour une personne à 247 000 ariary pour une réservation de plus de quatre personnes, soit une baisse de 23 000 ariary », explique un opérateur.

L'Allée des Baobabs attire de nouveau les foules

Cette attraction touristique célèbre dans le monde entier a dû fermer, au mois de mars 2020 à cause de la pandémie. L'année dernière, elle a donc enregistré le plus faible nombre de visiteurs au cours des cinq dernières années, soit 2 441 visiteurs en tout pour toute une année. « Pourtant, en 2019, les visiteurs ont atteint les 32 000. Et aujourd'hui, cet engouement reprend petit à petit, et ce malgré la fermeture des frontières. Pour le premier semestre de cette année, nous avons eu plus de 5 000 visiteurs, dont 90 % sont de nationalité malagasy. La population locale commence ainsi à s'intéresser de près à nos richesses et à prendre le temps de venir les contempler », explique Toky Hasina Randriamarina, responsable site - dans la Région Menabe - au sein de l'entreprise Sahanala.

Vaccins : BioNTech disposé à approvisionner l'Afrique

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 30 AOUT 2021

Une réunion entre des présidents de pays africains, du président de la BEI (Banque européenne d'investissement) Werner Hoyer, et de la présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen s'est tenue vendredi dernier. Organisée par la fondation kENUP au nom de BioNTech, cette réunion s'est déroulée en marge du Sommet du Partenariat G20 Afrique, organisé par la

chancelière allemande Angela Merkel. Au centre des discussions figurait le déploiement de la production durable de vaccins pour l'Afrique. Représenté par son PDG et cofondateur Barenboïm-Saïd, BioNTech a confirmé sa volonté de produire sur le continent africain tous les vaccins issus de la mise au point de ses candidats vaccins antipaludiques et antituberculeux. Suivant les

orientations de l'Union africaine, l'entreprise a commencé à évaluer les possibilités de fabrication au Rwanda et au Sénégal et elle a partagé les locaux des futurs pôles de production de vaccin de l'OMS. Par ailleurs, le vaccin de BioNTech contre la Covid-19 peut en principe être également fabriqué dans les centres de production locaux, en vue de sa distribution en Afrique.

Hary Andriantefihasy – La « Rencontre des entreprises francophones, un franc succès »

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 31 AOUT 2021

Quel bilan tirez-vous de la REF à laquelle vous avez participé?

Les pays francophones pèsent 16 % du Pib mondial alors que les francophones représentent 4 % de la population mondiale. Deux pays qui partagent des liens linguistiques échangent 65 % de plus que 2 pays n'ayant pas de liens. L'idée est donc de développer une francophonie économique (la francophonie politique existe déjà) afin que les affaires entre les pays francophones s'épanouissent davantage. 31 délégations et 450 chefs d'entreprises ont été présents à la Rencontre des entreprises francophones, REF. Madagascar a été représenté par quarante entreprises. Nous avons été particulièrement à l'honneur avec la présence du président de la République, Andry Rajoelina, ainsi que de quatre ministres.

Des détracteurs affirment que ce déplacement en masse des opérateurs économiques malgaches n'aura servi à rien. Votre avis sur ces critiques au vitriol?

Avec la présence du président, de quatre ministres, des groupements (Gem, Sim, Gefp, Sebtp, Ccia) et de quarante entreprises, Madagascar a eu le privilège de la plus forte et la plus prestigieuse délégation, à part le pays organisateur bien sûr. Cela prouve que nous avons mis en œuvre une vraie diplomatie économique afin de tirer entièrement parti de cette première édition de la REF. Ce genre de déplacement, où le public et le privé œuvrent ensemble pour promouvoir la destination Madagascar, sous toutes ses coutures, revêt une importance particulière. D'autant plus que la tournée s'est terminée par une rencontre entre les présidents français et malgasy.

Vous en attendiez quelles retombées sur le court terme?

Il se peut que le public attende des annonces fracassantes. Mais des acquis ont été obtenus. Déjà, maintenant nous avons une nette visibilité sur l'ouverture de nos frontières aériennes en octobre. Ce qui devrait soulager les professionnels du tourisme. Ensuite ces journées de pourparlers ont permis l'avancée des négociations dans les gros projets d'infrastructures énergétiques et de la mobilité urbaine. Deux préoccupations du moment. En parallèle, les entreprises ont pu tisser des relations plus affinées, échanger avec plus de contacts directs. Et surtout



le Gem sera partie partante des actions pour renforcer cette francophonie économique. Ce qui est promoteur pour les entreprises malgasy. Sur le court terme, des plans d'action seront effectués avec les trente et un groupements pour la mise en œuvre de la francophonie économique. Le Gem va y participer activement. Ensuite il faudra persévérer et s'inscrire dans la durée afin d'avoir des retombées tangibles.

Comment se comporte le secteur BTP malgache?

Nous avons aussi subi les effets induits de la crise sanitaire Des pertes au niveau du chiffre d'affaires, des employés mis chômage technique. Mais la relance par des investissements publics laisse entrevoir de très bonnes perspectives. Même si des appréhensions subsistent à cause des non paiements par le Fonds routier des prestations, par exemple.

Pour débloquer cette situation préjudiciable à l'existence des petites et moyennes entreprises du BTP, il faudrait déjà connaître les tenants et aboutissants des problèmes. Jusqu'à ce jour, ces « laissés- pour compte » n'ont pas eu une explication claire et sans équivoque sur l'origine du blocage.

SEBTP, c'est quoi au juste?

Il s'agit du groupement des entreprises locales du BTP, créé en 1961 dans le but d'accompagner le développement du pays dans le domaine des infrastructures. Comme les entreprises du SEBTP ont un engagement de qualité et d'éthique, l'adhésion se fait via le parrainage de deux membres, la validation du comité directeur, et enfin de l'Assemblée générale. Aujourd'hui, le groupement compte 80 membres, tous corps d'état confondus : routiers, bâtiments, bureau d'études, fournisseurs de matériaux et matériels spécifiques. Les entreprises

du groupement pèsent entre 70 à 80 du CA des entreprises de BTP malgasy.

Quels sont les avantages d'en faire partie?

Il y a trois avantages essentiels. Le partage de toutes informations concernant le secteur. Un atout de taille en soi. La défense des intérêts des entreprises qui peuvent bénéficier du groupement pour porter leur voix auprès des autorités (problématique de paiement, concurrence déloyale, passation de marché....) Et les bénéfices que procurent des formations spécifiques BTP avec le Fonds malgache pour la formation professionnelle, FMFP. **Est-ce que prévoyez des formations professionnelles pour répondre aux exigences requises par le marché du travail?**

Le SEBTP est le groupement sectoriel qui a été précurseur en étant moteur dans le financement de la formation professionnelle par les Partenaires technique et financiers, PTF. Ainsi, la convention de financement de l'Agence française de développement, AFD pour financer la formation professionnelle du BTP à hauteur de 5 millions d'euros a été signé dès 2011. Les principaux lycées techniques de l'île ont été modernisés, les promotions de CAP sont déjà sur le marché du travail.

La deuxième tranche de financement 9 millions euros toujours avec l'AFD a également été signée. Quelques clauses suspensives restent à lever. Ces financements servent à moderniser la formation professionnelle du BTP via le Centre national de l'emploi pour le bâtiment et travaux publics, CNEFBTP. Le FMFP est également un levier important pour les entreprises cotisantes.

Relance du tourisme à Madagascar - Mise en conformité de 6 000 travailleurs

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 31 AOÛT 2021

La pandémie de coronavirus a modifié un bon nombre de choses dans le quotidien des opérateurs économiques, dont ceux du secteur touristique. Aujourd'hui, pour des raisons de santé, les clients sont donc plus méticuleux en matière de normes et de mesures sanitaires. C'est pourquoi, dans ce contexte et en marge de la gestion de la crise et la préparation de la relance post-Covid du secteur touristique, le ministère de tutelle a développé un programme de mise en conformité des opérateurs de l'ensemble de la chaîne touristique aux protocoles sanitaires Covid-19 afin de mettre en confiance les clients, tant nationaux qu'internationaux. « En collaboration avec l'Office national du tourisme de Madagascar et la Confédération du tourisme de Madagascar, nous avons élaboré les protocoles sanitaires Covid-19 en 2020 et réalisé les premières sessions dans plusieurs Régions. Dans cet objectif de conformité des opérateurs aux mesures sanitaires, 117 opérateurs touristiques dont des hôteliers, des restaurateurs, des agents de voyages et des tours opérateurs, ainsi que des guides touristiques, ont été formés aux protocoles pré-établis entre février



et juin dernier par le ministère. Ces derniers auront ensuite pour rôle de former à leur tour plus de 6 000 travailleurs du secteur dans différentes villes et Régions telles qu'Analamanga, Sainte-Marie, Nosy Be, Antsiranana, Atsimo-Andrefana et Anôsy », explique un responsable au niveau du ministère. Dans ce sens, les sessions de formation des travailleurs touristiques aux

protocoles Covid-19 ont débuté la semaine dernière avec le lancement à Nosy Be le 23 août et à Antsiranana le 26 août. Pour la Région d'Analamanga, le lancement officiel s'est tenu avant-hier, avec l'objectif de former au moins 2 500 employés issus de la filière. Si les opérateurs demandent l'ouverture des frontières, cette mise en conformité des travailleurs est un passage obligatoire.

Trésor public : Rencontre entre la ministre Rabarininarison, les anciens DG et le SMMV.

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 31 AOÛT 2021

Déterminée. La ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarininarison poursuit les efforts pour l'assainissement de l'administration du Trésor. Un assainissement qu'elle mène avec l'adhésion des forces vives du Trésor public. Hier, la ministre a, en effet, rencontré successivement les anciens directeurs généraux du Trésor et le Sendikan'ny Mpiasan'ny Ministeran'ny Vola (SMMV). La grande majorité des anciens DG du Trésor ont assisté à la première réunion qui a tourné essentiellement autour de la nécessité de donner un nouvel élan au Trésor Public malagasy. Une occasion pour les « Zoky » de donner leurs avis et conseils pour l'avènement d'une administration du Trésor efficace pour une bonne gestion des ressources publiques.

Mais la nouvelle génération n'était pas en reste puisque la ministre de l'Economie et des Finances a également rencontré les représentants du Sendikan'ny Mpiasan'ny Ministeran'ny Vola (SMMV) qui, comme son nom l'indique, regroupe les syndicats



actifs au sein de ce département. Les syndicalistes affichent leur adhésion aux actions destinées à la bonne marche du ministère de l'Economie et des Finances en général et à redorer le blason du Trésor public en particulier. Ces réunions confirment en tout cas la volonté de réforme qui anime la ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison, comme elle l'a promis dès sa prise de fonction.

Les échanges ont eu lieu dans une ambiance professionnelle et fraternelle. L'objectif commun étant le bien du Trésor public, une administration capitale pour l'économie et qui va probablement retrouver sa spécificité. Celle d'être une fierté pour l'ensemble de ses employés. Notons que la réforme de la législation sur les comptes publics a figuré parmi les sujets évoqués autour de ces rencontres.

Relance – Madagascar attend 234,2 millions de DTS du FMI

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 31 AOUT 2021

Dans le cadre du programme de relance de l'économie africaine via des droits de tirage spéciaux mis en place par le Fonds Monétaire International (FMI), Madagascar devrait pouvoir miser sur 234,2 millions de DTS, soit 332 millions de dollars américains.

Voulant réunir les conditions pour garantir la stabilité du système monétaire international, secoué par les impacts multiples de la crise sanitaire, le Fonds Monétaire International a lancé depuis quelques jours l'injection de 456,5 milliards de droits de tirage spéciaux (environ 650 milliards USD) dans l'économie mondiale. Une entreprise inédite visant à combler les réserves de change des pays membres de l'institution financière internationale et qui devrait permettre aux pays en développement comme Madagascar de bénéficier d'un soutien financier conséquent pour relever leurs différents défis économiques et sociaux.

On sait alors que les pays africains devront encaisser 23,73 milliards de DTS, équivalant à 33,66 milliards de dollars. Une enveloppe qui pourrait être utilisée pour relancer la machine économique et aussi acquérir des vaccins contre la Covid-19. Les deux principales puissances du continent, à savoir l'Afrique du Sud et le Nigéria, se taillent la part du lion en bénéficiant respectivement de 2,92 milliards de DTS (4,15 milliards de dollars) et 2,35 milliards de DTS (3,34 milliards de dollars). Avec 234,2 millions de DTS, (332 millions de dollars), Madagascar se situe en milieu de tableau aux côtés de pays comme le Soudan du Sud, le Mozambique ou encore le Gabon.

Le compte n'est pas encore bon...

En mai dernier, lors du Sommet sur les économies africaines, tenu à Paris, le FMI a révélé que les besoins de financement de l'Afrique sont estimés entre 200 et 250 milliards de dollars. Et d'après un économiste malgache qui a participé aux discussions relatives au financement du PEM (Plan Emergence Madagascar), la Grande Île a besoin d'au moins 19 milliards USD pour rattraper ses retards économiques et se mettre sur les rails de l'émergence. Nous sommes donc encore loin du compte.



Marc Gérard, le représentant du FMI à Madagascar.

Kristalina Georgieva, la Directrice générale du FMI, n'a pas pour autant hésité à qualifier la décision d'historique. D'une « très bonne nouvelle pour les pays les plus pauvres ». En premier lieu, car ces pays, dont Madagascar, vont recevoir chacun un chèque du FMI qu'ils pourront convertir en devises ou en monnaie locale, et utiliser l'argent pour épauler leur économie ou pour soulager leurs finances publiques.

Le FMI qui soutient que cette « mesure exceptionnelle », conjuguée aux plans massifs de relance des banques centrales dans le monde, redonnera du moral aux investisseurs internationaux. Le FMI estime qu'en moyenne les pays pauvres et les pays émergents encaisseront l'équivalent de 275 milliards de dollars. En outre, les pays avancés se sont mis d'accord lors du dernier sommet du G7 pour offrir aux pays pauvres tout ou partie de leur allocation de DTS. Ainsi, la France qui a droit à 24 milliards pense les réallouer à l'Afrique. Mais les détails techniques liés à la matérialisation de cet « acte de générosité » ne sont pas encore connus. Selon l'institution, les fonds qui seront décaissés aideront à accroître « les liquidités dans le monde ». Ils s'inscrivent dans une logique de relance globale de l'économie, après l'année 2020 marquée par la pandémie de Covid-19 qui a fait

monter d'un cran les déséquilibres macroéconomiques, et mis un frein aux avancées sociales, notamment dans les pays en développement. Pour rappel, le FMI qui est à l'origine de ce système, présente le DTS comme un avoir de réserve international créé en 1969 pour compléter les réserves de change officielles de ses pays membres. Le DTS est l'unité de compte du FMI et de quelques autres organisations internationales. Les économistes soulignent que ce n'est pas une monnaie. Mais c'est un outil du FMI qui donne à chaque pays la mise à disposition d'une certaine quantité de droit de tirage convertible en devise surtout en cas de déficit de la balance de paiement.

Néanmoins, le plus important aujourd'hui est de ne pas se tromper de stratégie pour l'allocation de cette somme. En attendant que les tractations entre les grandes puissances puissent aboutir à un soutien financier plus conséquent, le débat est ouvert pour identifier les priorités locales qu'impose la relance économique et la mise en place d'un filet de sécurité social plus efficace. La grande erreur serait d'utiliser cet argent pour le financement des dépenses courantes.

Jirama Toamasina : Réhabilitation de deux réseaux de distribution

ANTSERA | MIDI MADAGASIKARA | 1ER SEPTEMBRE 2021

Malgré la hausse de la production d'électricité, les services de la Jirama sont encore pénalisés par la défaillance des infrastructures de distribution. Vendredi dernier, la ville de Toamasina a connu une interruption de l'approvisionnement en électricité, à cause d'un court-circuit qui a touché deux réseaux de distribution. Les travaux

de réhabilitation de ces infrastructures ont été lancés, selon la société d'État, qui affirme également que les équipes concernées travaillent jour et nuit, afin de rétablir l'approvisionnement dans les meilleurs délais. Selon les explications, la Jirama effectue une révision complète sur les deux réseaux, afin d'éviter les incidents de ce genre. Ainsi, la reprise

de l'approvisionnement en électricité dans la Capitale économique se fera de manière progressive. D'après les techniciens, c'est le mauvais temps qui favorise la dégradation rapide des infrastructures de distribution, et qui a d'ailleurs causé le court-circuit de la semaine dernière.

Consommation - Le kilo du riz importé fixé à 2 000 ariary au maximum

HARY RAKOTO | LA VERITE | 1ER SEPTEMBRE 2021

Production locale insuffisante. Selon les autorités en charge du commerce et de la consommation, il reste encore un gap flagrant de plusieurs tonnes à combler sur le marché du riz et qui ne peut s'effectuer que grâce au recours à l'importation de cette denrée. D'après ces responsables, une légère baisse du cours à l'international a été constatée. De ce fait, le prix du kilo du riz importé sur le marché local ne devrait pas excéder les 2 000 ariary. Ce constat vient d'être exposé et proposé aux opérateurs de la filière « riz » œuvrant dans l'importation par le ministère du Commerce. Le marché du riz est caractérisé par un prix flottant qui varie selon la période de l'année. La récolte n'a lieu que pendant une certaine période, représentant une petite fraction de l'année, de sorte que les ventes et la consommation au cours des autres périodes de l'année se font à partir du grain stocké. Ce marché est ainsi caractérisé par une offre insuffisante et des difficultés au niveau de la couverture des besoins rizicoles de la population. On assiste par la suite à un accroissement progressif de la dépendance en ce produit envers l'extérieur. Avec l'imposition du prix au



kilo ne dépassant pas les 2 000 ariary, les importateurs devront ainsi négliger des paramètres aussi divers que variés au détriment de leurs marges bénéficiaires. A commencer par le cours de ces produits à l'international, le fret international, le dédouanement et autres taxations à tous les étages jusqu'à ce que le riz arrive dans les commerces de proximité.

Déficit

La valeur des importations de Madagascar a connu une hausse de 20 %, selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INSTAT). Sans aucune surprise, les importations du pays durant cette période sont largement constituées par l'importation de riz, vu l'envolée de prix des différentes

variétés de riz local, constatée depuis quelques temps. L'approvisionnement au niveau national est un défi majeur durant ces deux dernières années, en raison de la condition climatique défavorable à la riziculture dans les zones productrices, sans parler de la crise sanitaire. En effet, à Madagascar, la part de l'auto-consommation rizicole est très élevée, avec environ 55% des récoltes qui sont auto-consommées. En moyenne, seule 27 % de la production est vendue, dont 19,6 % sous forme de paddy et 7,6 % sous forme de riz blanc. En parallèle, 18 % de la production est stockée. Et une fois les ventes locales ou de proximité déduites, seulement 11 % de la production alimente les autres Provinces et approvisionne les villes. Il faut savoir que la plupart des ménages mangent du riz trois fois par jour. La consommation moyenne est de 138 kg/hab/an en milieu rural et 118 kg/hab/an en milieu urbain. Malgré cela, la production est effectivement encore loin d'être suffisante. Madagascar doit encore importer du riz pour combler le déficit au niveau de la production nationale.

Ouverture des frontières – Les opérateurs touristiques s'apprêtent au mieux

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS | 1ER SEPTEMBRE 2021

Ils gardent espoir depuis dix-huit mois. Hôteliers, tours opérateurs, loueurs de voitures et guides touristiques attendent juste le top. Ils espèrent que cette fois-ci, leurs activités vont réellement reprendre. « On croise les doigts. Surtout pour nous qui passons après tout le monde. C'est-à-dire pour nous, agences, hôteliers et organisateurs de voyage qui ne nous trouvons pas à Nosy be, Sainte Marie ou dans le Sud » intervient Frank Naillod, propriétaire gérant de l'agence « Aventure et découverte Madagascar » dans la région Boeny.

Depuis quinze ans, l'opérateur organise et propose la découverte du paysage de cette région du Nord-ouest en proposant des activités touristiques qui sortent des sentiers battus pour des touristes étrangers dans le nord d'Antsanitia à Mahajanga. Son agence de visites est elle même propriétaire de ses sites et exploite deux ecolodges, sur les pistes des grottes d'Anjohibe et en bord de mer.

« Dans nos sites, nous sommes tous seuls. Nous avons 5km de plage. Ce qui veut dire que les touristes ne sont pas exposés à de la foule. Toutefois, il est préférable que les touristes soient

vaccinés contre le covid-19 avant de venir » poursuit Frank Naillod.

Protocoles

L'agence est reconnue être à cheval sur l'hygiène. Et d'autres précautions particulières sont été prises pour accueillir des touristes. « Je reste optimiste pour l'avenir du tourisme. Bien que la saison ait été dure, l'arrivée des touristes locaux a été aussi une bonne chose. Je continue de croire en mon produit qui est inédit » soutient-il. Tous les opérateurs doivent mettre en place des protocoles sanitaires pour pouvoir accueillir les touristes étrangers. « Pour que Madagascar soit une destination autorisée à être visitée, ces protocoles sanitaires doivent être mis en place. Hôtels, restaurants, auberges, divers sites, parcs nationaux, véhicules de transport de touristes et guides doivent présenter ces protocoles sanitaires » explique Manitra Randriambololona, président de la fédération nationale des Guides (FNG). Pourtant, les séries de formation sur les protocoles sanitaires ne démarrent qu'en ce mois de septembre et se poursuivent jusqu'en octobre. C'est donc seulement après ces formations et ces mises en place des protocoles sanitaires



qu'il est possible de déterminer si les diverses offres touristiques intéressent les touristes étrangers. « Des formations de formateurs se sont déjà déroulées et continuent encore pour que les référents puissent transmettre ce qu'il faut savoir sur les protocoles sanitaires à leurs membres. Des représentants de chaque entité ont été choisis à ces formations de référents, à savoir les guides, les loueurs de voiture, hôtels et restaurants » souligne-t-il.

Le temps joue en faveur ou en défaveur des opérateurs alors? Les formations sur les protocoles sanitaires ne touchent pas encore à leur fin alors que les touristes sillonneront le pays, si et seulement si, les conditions sanitaires le permettent, à partir du mois prochain.

Vanille : Ouverture de la campagne d'exportation le 15 septembre

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 1ER SEPTEMBRE 2021

La prochaine campagne d'exportation de vanille débutera le 15 septembre prochain et se poursuivra jusqu'au 31 mai 2022, selon les informations publiées par le ministère de l'industrialisation, du commerce et de la consommation. Les demandes d'agrément doivent être déposées d'ici le 10 septembre. La décision a été adoptée lors de la réunion des membres du Conseil National de la Vanille avec le ministre Edgard Razafindravahy, hier à Anosy.

De la précédente campagne qui avait pris fin en juin dernier, 2.376 tonnes de vanille ont été exportées à destination de 29 pays et 124 opérateurs ont été agréés. Madagascar exporte essentiellement vers les Etats-Unis et l'Europe.

La vanille constitue un secteur-clé de l'économie malgache. Le ministre Edgard Razafindravahy veillera à ce que la filière soit bénéfique à tous les acteurs, des producteurs aux exportateurs. Le MICC tient à faire savoir qu'elle ne tolérera aucune infraction des lois et réglementations en vigueur.



Outilothèque i-tafa : Un centre de prêt de matériels et d'outils pour les jeunes

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 1ER SEPTEMBRE 2021

Le projet Tanomafy-JAP (Tanora Masoivohon'ny Filaminana eto Iarivo – Jeunes Ambassadeurs de la Paix) vient de mettre en place un outilothèque i-tafa (Ivotoerana Tanora sy Fampitaovana, sis à Ambohitato Avaratra.

Il s'agit d'un centre de prêt de matériels et d'outils permettant aux jeunes issus des quartiers vulnérables d'Antananarivo Renivohitra, d'acquérir des expériences professionnelles via des travaux indépendants. C'est financé par le PBF (Peace Building Fund) ou Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix et conduit par le consortium composé de l'ONG SAF/FJKM, un département en charge du développement au sein de l'église FJKM et des associations Mira Aina et DRV (Dinika sy Rindra ho an'ny Vehivavy). « L'objectif vise à fournir aux jeunes le maximum de supports possibles afin de les aider et les accompagner à parvenir à une situation active et autonome tant sur le plan professionnel que personnel », a expliqué Tahiriniaina Angelos Josso Tiana, directeur en charge de l'Entrepreneuriat et des Emplois des Jeunes au sein du ministère de la Jeunesse et des Sports, lors de l'inauguration de cet outilothèque hier.

Insertion professionnelle. « Des jeunes ambassadeurs de la Paix ont effectué une sensibilisation des jeunes depuis 2019 au niveau des 41 fokontany défavorisés d'Antananarivo Renivohitra, dans le cadre de la mise en œuvre du projet Tanomafy-JAP. Ces jeunes cibles qui étaient au nombre de 1 200 hommes et femmes, sont regroupés au niveau des 13 kiosques d'orientation. Ils ont bénéficié d'un renforcement de capacité leur permettant de mieux appréhender le marché de l'emploi à travers des formations et des accompagnements offerts. Ensuite, des bourses de formations professionnelles



Lors de l'inauguration du centre outilothèque i-tafa hier !

ont été allouées aux 111 jeunes ayant présenté un projet de vie pertinent tout en manifestant une volonté de s'engager pour la consolidation de la paix. Ce qui leur a permis d'acquérir des compétences techniques adaptées à leurs aspirations professionnelles », a-t-il poursuivi. En outre, « leur insertion professionnelle est facilitée à travers des rencontres avec des employeurs potentiels et la mise en place de cet outilothèque i-tafa », d'après toujours ce directeur de l'Entrepreneuriat et des Emplois des Jeunes.

Appui financier. Mais en attendant, les jeunes issus de ces quartiers défavorisés qui ont bénéficié des formations professionnelles, peuvent louer des matériels auprès de ce centre i-tafa afin qu'ils puissent honorer les marchés qu'ils obtiendront. En effet, «

il s'agit d'un espace de travail mettant à la disposition de chacun des matériels et outils nécessaires à l'exécution de leurs activités professionnelles. Les activités proposées par le centre sont notamment la cuisine et la pâtisserie, la coupe et couture, les métiers artisanaux et l'informatique. L'outilothèque dispose également d'un espace de co-working tout en offrant des supports et conseils en matière d'entrepreneuriat et d'employabilité. Hormis cela, le ministère de la Jeunesse et des Sports, offre en même temps un appui financier aux jeunes formés présentant un projet viable », tient-il à préciser. Il est à noter que le vice-ministre en charge de la Jeunesse et des Sports, Tahiana Juliana Ratovoson, a assisté à l'inauguration de ce centre outilothèque i-tafa, qui est également ouvert au grand public.

Foire économique et commerciale des 23 régions : vers une participation massive des opérateurs économiques

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 02 SEPTEMBRE 2021

Inédit. La Foire économique et commerciale des 23 régions est un événement qui sort de l'ordinaire. Pour la première fois les opérateurs économiques de toutes les régions du pays vont pouvoir nouer des contacts, s'échanger et surtout monter des partenariats gagnant-gagnant.

L'événement qui se tiendra du 28 au 31 octobre au CCI Ivato et en simultanée dans les 22 autres régions intresse, visiblement, au plus haut point les opérateurs économiques de toutes les tailles qui étaient venus, en masse lors d'une cérémonie de présentation tenue par son organisateur Madavision, hier au Novotel Alarobia.

Opportunités de partenariat

Une occasion pour Harilala Ramanantsoa, la Présidente de Madavision de rappeler que cette Foire constitue une véritable plateforme d'échanges économiques d'envergure nationale. Les rencontres qui se tiendront dans toutes les régions et regroupées par échanges de vidéos en direct sont en effet des opportunités de partenariat entre les opérateurs économiques du pays. La plateforme permettra de créer une connexion entre les opérateurs économiques des 23 régions pour qu'ils puissent conclure des affaires, découvrir de nouvelles débouchées à partir d'offres et de demandes exprimées entre les



participants de toutes les régions ou encore à renforcer la notoriété, l'image et surtout le réseau de leurs entreprises au niveau national. « Le manque de réseautage constitue un des problèmes de l'entrepreneuriat à Madagascar et la Foire économique et commerciale est justement destinée à pallier cette carence », a expliqué Harilala Ramanantsoa.

Noyau central

Outre le secteur privé qui en est bien évidemment le noyau central, l'événement verra également la participation des institutions étatiques,

des partenaires techniques et financiers de certaines représentations diplomatiques, de la société civile et d'autres associations. Les participants pourront aussi s'informer sur les activités et les opportunités d'affaires à réaliser avec ces entités. En somme, les TPE, PME et les grandes entreprises qui participeront à cet événement auront droit à une véritable mine d'informations profitables aux affaires. La participation sera facilitée grâce à un système de location d'espace nu, par tranche de 9m², 18m² et 36m². « Cela permettra à chaque participant d'éviter le coût de location d'un stand et d'agencer son emplacement en fonction de sa spécificité ». Par ailleurs, les participants pourront faire la publicité de leur entreprise grâce à des annonces qui seront largement diffusées, à la fois sur le site de la CCI et dans les autres régions. Un annuaire des opportunités dénommé « Tolotra sy Tinady » y sera également présenté.

Ressources halieutiques – Un Accord de pêche à sceller avec l'UE

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 02 SEPTEMBRE 2021

Sauf changement de calendrier, les discussions avec l'Union européenne autour de l'Accord de pêche se tiennent aujourd'hui et demain. Des surenchères sur des millions d'euros sont en jeu.

Un premier vrai test pour Paubert Mahante, ministre de la Pêche et de l'économie bleue. Il doit donner le « thon » des différends sur un dossier brûlant d'actualité. Il est attendu de lui l'esquisse des contours du nouveau cadre de l'Accord de pêche avec l'Union européenne, UE. Les négociations sont prévues de reprendre ce jour et demain. La dernière mouture a expiré en 2018. Les moussaillons malgaches, se sentant lésés, sous le pavillon du commerce équitable, ont hissé les voiles des redevances à la pointe d'un long mât. De 6 à 40 millions d'euros. Le Maroc en tire 50 millions d'euros sur le même type de coopération, soulignent les « timoniers » malgaches. Qui ont quand même intérêt à ne pas pousser le bouchon trop loin. Au risque de tout perdre.

Car, l'UE avec ses aides financières non-remboursables conséquentes, mais conditionnées par le respect des droits de l'homme et des principes fondamentaux de la démocratie, se présente comme un partenaire financier et technique de premier rang. Ses appuis financiers ont permis de réaliser



des infrastructures communautaires d'envergure comme la réfection des routes nationales. Mais elle n'a pas mis sur la balance des pourparlers le poids de ses aides budgétaires.

En outre, elle se déclare disposée à aider et soutenir Madagascar à chasser des requins de l'océan et des « flibustiers » de notre siècle. Ils écument en toute impunité les eaux territoriales malgaches, d'après les dernières images satellites publiés sur les réseaux sociaux. Christian Ntsay, Premier ministre, en réunion avec le personnel

de l'Autorité sanitaire halieutique, a estimé les pertes générées par ces pêches illégales à 500 millions de dollars par an.

Puisque Madagascar n'a pas les moyens militaires de gagner cette bataille navale, cette main tendue de l'UE ne peut qu'être salutaire. C'est tout l'enjeu des escarmouches à venir. Mais au moins, avec l'UE, tout se déroule dans la transparence totale. Comme l'eau cristalline de la mer. Ce qui n'est pas le cas avec d'autres « congrégations », trop gourmandes pour être honnêtes.

Secteur télécoms - Réduction des coûts dans le viseur du MNDPT

HARY RAKOTO | LA VERITE | 02 SEPTEMBRE 2021

Retombées positives pour les citoyens. C'est sous cette optique que le ministère du développement Numérique, de la transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications (MNDPT) a reçu, en début de semaine, les représentants des opérateurs en téléphonie mobile du pays notamment. Ainsi, Tahina Razafindramalo le nouveau MNDPT, a profité de la visite de courtoisie de ces opérateurs en téléphonie mobile, l'Internet ainsi que le mobile banking pour échanger ouvertement sur les divers chantiers en cours dont notamment celui concernant la réduction des coûts en matière de télécommunications.

Ce dernier sujet, figurant parmi les priorités fixées par les plus hautes autorités du pays, fera ainsi l'objet d'une organisation prochaine de séances de travail qui devront permettre d'obtenir des résultats concrets, visibles et palpables pour les usagers. « Continuera à recevoir les principaux acteurs opérant dans le secteur pour pouvoir trouver des solutions concrètes afin d'améliorer continuellement la qualité des usages numériques en adéquation



avec la vision de l'Etat malagasy. », annonce le MNDPT sur sa page officielle. D'ailleurs, lors de l'élaboration de la loi de finances de cette année, une étude a été menée par le ministère pour produire un document technique afin d'envisager une retouche sur ces droits d'accises sur les télécoms. Cette étude tend plutôt en faveur des opérateurs.

Impacts palpables

Cependant, l'Etat aspire plutôt à ce que les impacts soient réellement palpables au niveau des usagers avec le taux des droits d'accises révisés à hauteur de 8%. A cette époque, les opérateurs ont avancé une baisse du tarif de l'accès à l'Internet à 0,13 euro pour un giga

de connexion. Pourtant, du point de vue de l'Etat, ce prix faisait référence à la connexion aux réseaux sociaux et non un accès à tout internet. Ainsi le document stratégique pour la retouche de ces droits d'accises préconisait une révision allant de 9 à 0% de manière à réellement favoriser les usagers. Toutefois, il est nécessaire de préciser que les impacts de ces projets de révision à la baisse sont visibles tant sur l'utilisation de la voix, les sms ou encore les données mobiles et pas uniquement sur l'utilisation des réseaux sociaux qui reste jusqu'ici le cheval de bataille des opérateurs lorsqu'ils évoquent une baisse de tarifs. A rappeler qu'à l'époque où le taux était à 10% Airtel, Blueline, Orange Madagascar et Telma ont, à l'unisson, appelé à une suppression ou à une baisse significative des droits d'accises car selon eux, il s'agit de pouvoir favoriser l'usage des services de télécommunications à un prix accessible pour tous. Il est alors question tant pour les opérateurs que pour l'Etat de trouver un consensus permettant d'impacter directement sur l'économie du pays.

Préparation de la Loi de Finances 2022 : Implication des gouverneurs

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 02 SEPTEMBRE 2021

Retombées positives pour les citoyens. C'est sous cette optique que le ministère du développement Numérique, de la transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications (MNDPT) a reçu, en début de semaine, les représentants des opérateurs en téléphonie mobile du pays notamment. Ainsi, Tahina Razafindramalo le nouveau MNDPT, a profité de la visite de courtoisie de ces opérateurs en téléphonie mobile, l'Internet ainsi que le mobile banking pour échanger ouvertement sur les divers chantiers en cours dont notamment celui concernant la réduction des coûts en matière de télécommunications.

Ce dernier sujet, figurant parmi les priorités fixées par les plus hautes autorités du pays, fera ainsi l'objet d'une organisation prochaine de séances de travail qui devront permettre d'obtenir des résultats concrets, visibles et palpables pour les usagers. « Continuera à recevoir les principaux acteurs opérant dans le secteur pour pouvoir trouver des solutions concrètes afin d'améliorer continuellement la qualité des usages numériques en adéquation avec la vision de l'Etat malagasy. », annonce le MNDPT sur sa page officielle. D'ailleurs, lors de l'élaboration de la loi de finances de cette année, une étude



a été menée par le ministère pour produire un document technique afin d'envisager une retouche sur ces droits d'accises sur les télécoms. Cette étude tend plutôt en faveur des opérateurs.

Impacts palpables

Cependant, l'Etat aspire plutôt à ce que les impacts soient réellement palpables au niveau des usagers avec le taux des droits d'accises révisés à hauteur de 8%. A cette époque, les opérateurs ont avancé une baisse du tarif de l'accès à l'Internet à 0,13 euro pour un giga de connexion. Pourtant, du point de vue de l'Etat, ce prix faisait référence à la connexion aux réseaux sociaux et non un accès à tout internet. Ainsi le document stratégique pour la retouche de ces droits d'accises préconisait une révision allant de 9 à 0% de manière à réellement favoriser les usagers.

Toutefois, il est nécessaire de préciser que les impacts de ces projets de révision à la baisse sont visibles tant sur l'utilisation de la voix, les sms ou encore les données mobiles et pas uniquement sur l'utilisation des réseaux sociaux qui reste jusqu'ici le cheval de bataille des opérateurs lorsqu'ils évoquent une baisse de tarifs. A rappeler qu'à l'époque où le taux était à 10% Airtel, Blueline, Orange Madagascar et Telma ont, à l'unisson, appelé à une suppression ou à une baisse significative des droits d'accises car selon eux, il s'agit de pouvoir favoriser l'usage des services de télécommunications à un prix accessible pour tous. Il est alors question tant pour les opérateurs que pour l'Etat de trouver un consensus permettant d'impacter directement sur l'économie du pays.

Protocoles sanitaires : 117 opérateurs touristiques formés

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 02 SEPTEMBRE 2021

À leur tour, ces opérateurs formés ont pour rôle de renforcer la capacité de 6 000 travailleurs sur les protocoles sanitaires en ce temps de propagation de la Covid-19, et ce, dans le but de mieux se préparer à la relance du secteur.

Les opérateurs touristiques issus de plusieurs régions de l'île sont fin prêts pour assurer la relance post-Covid de ce secteur fortement touché par la crise sanitaire liée à cette pandémie. En effet, ils ont déjà bénéficié des séances de formations aux protocoles sanitaires Covid-19. Entre février et juin 2021, ils étaient au nombre de 117 opérateurs, dont entre autres, des hôteliers, des restaurateurs, des agents de voyage, des tours opérateurs et des guides touristiques, à être formés en la matière. Ces derniers ont pour rôle de former à leur tour plus de 6 000 travailleurs du secteur à Analamanga, Sainte-Marie, Nosy Be, Antsiranana, Atsimo-Andrefana, et Anôsy. Il s'agit d'un programme de mise en conformité des opérateurs de l'ensemble des chaînes touristiques aux protocoles



sanitaires, qui a été développé par le ministère du Tourisme, en vue de préparer la relance du secteur en mettant en confiance les clients tant nationaux qu'internationaux.

Au moins 2 500 employés. Ces protocoles sanitaires sont, rappelons-le, élaborés par le ministère de tutelle, en collaboration avec l'Office National du Tourisme de Madagascar

et la Confédération du Tourisme de Madagascar. Les sessions de formation des travailleurs touristiques aux protocoles Covid-19 ont débuté ce mois d'août. Après Nosy-Be et Antsiranana, c'est au tour de la région Analamanga de lancer les sessions de formations sur les protocoles sanitaires Covid-19. L'objectif vise à former au moins 2 500 employés issus de la filière Hébergement-Restauration (HR) et Établissements de Voyages et de Prestations Touristiques (EVPT) de la région. Les formations s'adressent aux gérants, aux référents Covid et aux employés. La vision commune étant d'avoir une industrie touristique répondant aux normes sanitaires mondiales et prête à accueillir de nouveau les touristes et en particulier ceux internationaux.

PADEVE : Matériels roulants et informatiques pour Antsirabe

ANTSARA R. | MIDI MADAGASIKARA | 03 SEPTEMBRE 2021

41 600 euros. Tel est le montant prévu par le Padeve (Programme d'Aménagement et de Développement des Villes d'Équilibre), pour une dotation matérielle des 6 communes urbaines bénéficiaires, notamment celles d'Antsirabe, Toamasina, Mahajanga, Fianarantsoa, Toliara et Antsiranana. Selon la Direction générale de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement au sein du MATSF (Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers), le programme est en passe de procéder à la mise en œuvre des volets RC (renforcement de capacité) et AI (Appui institutionnel). Ainsi, en ce qui concerne



les matériels roulants, des motos sont prévues pour les coordonnateurs du bureau de développement urbain durable (BDLU) des communes urbaines de Fianarantsoa, de Toliara et d'Antsiranana. Pour les matériels

informatiques, des ordinateurs, des équipements informatiques, des imprimantes, des GPS et des disques durs seront attribués aux six communes urbaines bénéficiaires. La remise officielle de ces matériels à la commune urbaine d'Antsirabe, s'est tenue la semaine dernière, suivie d'une signature de la convention de rétrocession entre le MATSF, la commune urbaine d'Antsirabe et la société Sofreco. Selon les responsables, trois ordinateurs, un GPS, un disque dur externe, une imprimante A3 à jet d'encre et une imprimante matricielle, ont été attribués à cette occasion.

Élevage – Des Vétérinaires se forment sur les procédés de prélèvement

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS | 03 SEPTEMBRE 2021

La santé animale assure l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. La viande des animaux constitue une des principales sources de protéines. Afin de protéger les consommateurs, un atelier de formation des vétérinaires sur la collecte, le stockage et l'envoi des prélèvements a été organisé par le ministère de l'Agriculture et de l'élevage à travers le projet STOSAR, financé par l'Union européenne en partenariat avec la FAO, au bénéfice de 24 vétérinaires issus de 4 régions, Analamanga, Analanjirofo, Atsinanana et Alaotra Mangoro.

L'objectif est de renforcer la capacité des vétérinaires afin d'assurer que les prélèvements soient exploitables et de garantir la rapidité des collectes, des envois et des analyses de prélèvements pour certifier la fiabilité des résultats et leurs diffusions. Cette formation, en filigrane, vise à améliorer l'accès au marché, à faciliter le commerce et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de la SADC.

Les acteurs seront plus vigilants envers les maladies



exotiques telles que la Fièvre Aphteuse, la grippe aviaire, les Pestes des petits ruminants. Les formations sont assurées par les vétérinaires techniciens du LNDV ou Laboratoire Nationale des Diagnostiques Vétérinaires. La formation a eu lieu le 31 août dernier à l'hôtel Calypso Toamasina.

Sophie Ratsiraka – « L'artisanat et les métiers, deux armes redoutables contre le chômage »

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 03 SEPTEMBRE 2021

Certains voient dans la création d'un ministère de l'Artisanat et des métiers une pure futilité. La ministre Sophie Ratsiraka balaie d'un revers de la main ces fausses-idées reçues.

Créer un ministère à part entière pour l'Artisanat et des métiers, est-ce une obligation ou une nécessité?

Ni l'une, ni l'autre. Ce ministère est, je dirais, le maillon essentiel mais manquant dans les rouages du développement économique. Sa création, quoique un peu tardive, tombe à point nommé. Car, à la sortie de la crise sanitaire, qui plane toujours telle une chape de plomb, il est temps de valoriser tous les atouts que le pays et sa population peuvent mettre en valeur. Voilà pourquoi l'artisanat et les métiers, deux secteurs interdépendants et complémentaires, ont leur place de choix sur l'échiquier économique et financier. Associés, ils se présentent comme une arme redoutable contre le chômage de longue durée. Car, dans la plupart des cas, les Malgaches qui sont dans les métiers de l'artisanat, je cisèle mes mots, partent d'une initiative individuelle ou familiale. Avec une créativité sans limite et variée. Et c'est cette authenticité qui fait la force des produits malgaches sur le marché international. L'artisanat accompagne le tourisme et la culture, et vice-versa. Une tangente à ne pas oublier.

Comment définissez-vous un artisan, un thème vague et souvent galvaudé en ce moment pour qualifier des sans-emploi à durée indéterminée?

Pour ne pas avoir un esprit partisan pouvant froisser certaines susceptibilités, permettez-moi de reprendre la définition telle qu'énoncée par le Code de l'artisanat de la loi 2015-54. « L'artisan n'est pas seulement cet « artiste d'art » ou « artiste visuel » se spécialisant dans les arts décoratifs ou arts visuels, mais il est aussi celui qui



Sophie Ratsiraka, ministre de l'artisanat et des métiers.

s'adonne aux activités tant d'extraction, de production, de transformation, d'entretien, de réparation de bien que de prestation de services; mais pour plus de commodité, le Code a simplifié la définition de l'artisan tout en le clarifiant, distinguant dans ce sens l'artisanat de produit (celui-ci comprenant l'artisanat d'art ou visuel) et l'artisanat de services (article 3, 1er alinéa). Je pense que cette disposition légale résume d'une manière explicite et implicite une vaste notion autour de l'artisanat.

Quels sont nos atouts et nos faiblesses en la matière?

Des étrangers qui ont eu l'occasion et la chance de visiter Madagascar ont été émerveillés par les différents paysages d'un pays qu'ils ont qualifié de continent. Tellement tout peut changer d'une région à l'autre. Que ce soit les reliefs ou les climats ambiants. Mais ils ont été aussi ébahis par les richesses inouïes des produits artisanaux: la poterie, la marqueterie, la vannerie, la broderie, la soierie dans toutes ces déclinaisons, le travail du fer, le papier Antemoro, les cornes, la sculpture, le cuir, les instruments de musique, l'art

de la récupération des papiers usés ou autres matières premières... La liste serait d'une longueur interminable. Le tout servi par une main d'œuvre qualifiée presque innée, facile à perfectionner. Sans oublier la réussite à l'échelle mondiale des doigts de fée qui travaillent pour le compte des entreprises franches du textile et de l'habillement. Avec les préférences des grandes maisons de la haute couture. Comme Dior ou Chanel. Pour ce qui est des handicaps, je dirais les coûts exorbitants des matières premières à cause de leur rareté chronique, le manque ou l'inexistence de financement adapté et adéquat, et le non-respect des délais de livraison quand le carnet des commandes commence à être surbooké. Sans compter les pertes de la qualité. Le ministère est là pour apporter des réponses concrètes à ces imperfections, tout à fait compréhensibles.

Votre agenda sur le court terme?

Je prévois des tournées régionales pour m'imprégner des réalités locales souvent occultées par d'autres considérations. Sous les paillettes et les artifices. Il y aura aussi la tenue du Salon des métiers et de l'artisanat de l'océan Indien au Jardin d'Antaninarenina, la semaine prochaine. Une occasion d'échanges et de partage d'expériences. En tout cas, l'artisanat malgache, avec ses facettes de métiers, est un art ancré dans les traditions les plus profondes. Transmis de génération en génération, il bénéficie aujourd'hui d'un savoir-faire exceptionnel reflétant la culture du pays, empreinte d'une civilisation séculaire. Un univers à découvrir sans modération. Nous n'avons pas à en rougir.

Élevage – Des Vétérinaires se forment sur les procédés de prélèvement

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS | 03 SEPTEMBRE 2021

Hier et aujourd'hui, BNI Madagascar saisira l'opportunité offerte par des Journées Portes ouvertes organisées par la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo à son siège à Antaninarenina, pour rencontrer tous les entrepreneurs, les porteurs de projet, et les futurs opérateurs économiques désireux d'explorer des possibilités de financement.

Partenaire bancaire historique des entrepreneurs et des industriels et acteur de référence du secteur financier, BNI Madagascar y présentera sa large gamme de crédits innovants

dédiés aux Entreprises. KRED, la marque de BNI Madagascar, spécialisée dans la micro finance, sera également au rendez-vous. Elle mettra en exergue les solutions financières lui permettant de contribuer efficacement à la promotion de l'entrepreneuriat à l'échelle nationale et booster les différentes niches économiques encore sous exploitées.

À la pointe de la transformation digitale, KRED réalise la totalité de ses opérations: de la collecte de la demande de crédit à la prise de décision finale via les tablettes de ses agents nomades

pour assurer une proximité maximale avec ses clients.

La mission principale de KERD est d'assurer une présence permanente auprès des Très Petites et Moyennes Entreprises et contribuer au développement de leurs activités, grâce à un mécanisme d'appui financier, accessible et simple, pour répondre efficacement à leurs besoins de financement. Cela, avec des taux d'intérêts parmi les moins élevés du marché et des délais relativement courts.